



COMMISSION DE
L'OCEAN INDIEN

Revue de presse du 8 au 14 avril 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Biodiversité.....	3
Surveillance maritime.....	6
Pêche.....	9
Sécurité régionale.....	13
Tourisme.....	15
Education.....	17
Environnement.....	22
Energies renouvelables.....	24

Biodiversité



Biodiversité marine : une étude sur les raies et les requins financée par l'Union Européenne

10.04.2017



C'est un projet biodiversité initié par la Commission de l'Océan Indien, soutenu par l'union Européenne. Le projet a été évoqué lors d'un atelier régional.

Le fond du projet

La Commission de l'Océan Indien et la Convention de Nairobi et la World Conversation Society travaillent en étroite collaboration sur ce projet, notamment, dans l'analyse de la situation de la **biodiversité marine** dans la région du Sud-ouest de l'**océan Indien**. Un atelier régional de restitution du rapport sur cette analyse s'est tenu du 5 avril au 7 avril, à l'hôtel Palm, à Quatre-Bornes à l'île Maurice, pour démarrer l'étude.

Les résultats préliminaires de l'étude présenté par les techniciens lors de la 8e Conférence des Parties à la Convention (COP8).

Malgré les résultats préliminaires de cette étude présentés par les techniciens lors de la conférence aux Seychelles en 2015, aucune décision n'a été prise. D'après la COI, les États membres de la Convention de Nairobi devraient analyser un peu plus les rapports détaillés. Ces derniers indiquent que la région sud-ouest de l'**Océan Indien**, présente environ 38 espèces endémiques, y compris les requins et les raies, représentant ainsi 20% de la population mondiale.

Objectif de l'étude

A part l'analyse de la situation sur la population des raies et des requins dans cette région, cette étude a également pour objectif de déterminer les autres espèces qui ne sont pas connues mais sont exposées à une extinction.

Si l'atelier avait pour objectif l'étude de l'état de la population des raies et des requins, les techniciens s'étendront désormais plus sur la distribution, l'écologie, la biologie de la reproduction pour gérer ces espèces endémiques et leur conservation. Des experts comoriens, kenyans, malgaches, mozambicains, seychellois, somaliens, sud-Africains, tanzaniens ainsi que réunionnais y ont participé.

<http://www.linfor.org/ocean-indien/ile-maurice-rodrigues/715751-biodiversite-marine-une-etude-sur-les-raies-et-les-requins-financee-par-l-union-europeenne>

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

La Grande barrière de corail en danger de mort

1500 kilomètres de récifs touchés par deux épisodes de blanchissement consécutifs

11 avril 2017

Un reportage de France Télévisions met le doigt sur une menace qui pèse aussi sur La Réunion : le blanchissement des coraux. Conséquence du réchauffement climatique, c'est un danger mortel qui pèse sur des barrières naturelles, au moment où le niveau de la mer ne cesse de monter.



(Photo Oregon State University)

Les coraux de la Grande barrière qui ont subi un phénomène de blanchissement pour la deuxième année consécutive n'ont aucune chance de s'en remettre, avertissent des chercheurs de l'université australienne James Cook, lundi 10 avril.

Le blanchissement des coraux est un phénomène de dépérissement provoqué par la hausse de la température de l'eau. Elle entraîne l'expulsion des algues symbiotiques qui donnent au corail sa couleur et ses nutriments. Les récifs peuvent s'en remettre si l'eau refroidit, mais ils peuvent aussi mourir si le phénomène persiste.

« Il faut au moins une décennie pour le rétablissement total des coraux qui grandissent le plus vite, explique James Kerry. Alors deux épisodes graves de blanchissement à 12 mois d'intervalle font que les récifs endommagés en 2016 n'ont aucune chance de se rétablir. »

Entre 2016 et 2017, 1 500 kilomètres de récifs ont été touchés par le blanchissement. « Seul le tiers sud du récif est indemne », selon Terry Hughes, de l'université James Cook. Cette année, nous assistons à un épisode de blanchissement très marqué alors même qu'El Niño ne sévit pas. »

« Il est évident que le récif est confronté à de nombreux défis, le plus pressant étant le réchauffement climatique, a averti Terry Hughes. Plus les températures vont augmenter et plus les épisodes de blanchissement seront fréquents. La solution est de réduire les émissions carbone, mais le temps presse. »

Source France Télévisions

<http://www.temoignages.re/developpement/changement-climatique/la-grande-barriere-de-corail-en-danger-de-mort,89274>

Surveillance maritime

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES HOMMES DE L'Océan Indien

Cinquième comité de pilotage du programme MASE sur la sécurité maritime

10 AVR 2017 PAR DAVIDSEN ARNACHELLUM



Le programme MASE est le programme régional de promotion de la sécurité maritime dans la région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfoA-OI). Ce programme, financé par l'Union européenne, est mis en œuvre par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Commission de l'océan Indien (COI). Le programme MASE comporte cinq domaines de résultats :

- Résultat 1 – IGAD : Des moyens de subsistance alternatifs par le biais d'initiatives de développement professionnel et de plaidoyer contre la piraterie sont soutenus. Les mécanismes de coordination maritime sont renforcés en Somalie ;
- Résultat 2 – EAC : Les capacités juridiques, législatives et infrastructurelles nationales et régionales en matière d'arrestation, de transfert, de détention et de poursuite des pirates sont développées ou renforcées ;
- Résultat 3 – COMESA : Renforcement de la capacité régionale à perturber les réseaux financiers des chefs pirates et de leurs financiers tout en

s'attaquant aux facteurs structurels de vulnérabilité et en minimisant l'impact économique de la piraterie ;

- Résultat 4 – COI : Renforcement des capacités nationales et régionales pour les tâches maritimes et des fonctions de soutien ;
- Résultat 5 – COI : Coordination régionale et échange d'informations.

La région de l'AfOA-OI est pleinement engagée dans la réalisation de pans importants de la Stratégie maritime intégrée de l'Union africaine à l'horizon 2050. Les avancées récentes du programme concernent notamment la mise en opération effective du Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar et du Centre régional de coordination opérationnelle aux Seychelles ; de formations des professionnels des centres pénitentiaires et d'amélioration des capacités nationales de lutte contre le blanchiment d'argent. Ce cinquième comité de pilotage sera l'occasion de faire le point sur les différentes activités du programme, ainsi que sur les prochaines étapes à mettre en œuvre. La réunion sera aussi l'occasion de mesurer l'avancée des activités entreprises suite à la Déclaration ministérielle de Djibouti sur la sécurité et la sûreté maritimes de mai 2015.

<http://ecoaustral.com/cinquieme-comite-de-pilotage-du-programme-mase-sur-la-securite-maritime>

Pour plus d'information voir la Vidéo ci-dessous :

<http://ecoaustral.com/webtv/7058>



EU CRIMARIO : Surveillance du domaine maritime Un pool de formateurs sur pieds

12 avril 2017

Contrairement aux autres pays, Madagascar devrait accorder plus d'importance à la surveillance maritime étant donné que ce dernier est une île. Effectivement, un vaste territoire marin nécessite un système de surveillance le plus efficace possible. Cependant, on observe que les garde-côtes ne parviennent pas à gérer correctement ce vaste espace, faute de moyens tant intellectuels que matériels. Dans le but de

contribuer à l'amélioration de cette situation, le programme européen CRIMARIO avec le soutien du CRFIM met à la disposition du pays ainsi que des Comores un pool de formateurs en visualisation des données maritimes.

Bien que nous n'en entendions pas parler souvent, la criminalité en mer est actuellement très active. En effet, la très récente attaque du tanker Aris 13 sur les côtes somaliennes peut en témoigner. La meilleure méthode pour lutter contre ce genre de criminalité est l'anticipation. Justement, c'est dans ce cadre que le projet CRIMARIO (Critical Maritime Routes Indian Ocean) en partenariat avec le Centre Régional de Fusion des Informations Maritimes (CRFIM) a programmé un parcours pédagogique intensif du 20 mars au 7 avril à Antananarivo.

En quoi consiste ce programme ? Il s'agit d'un parcours pédagogique dédié à Madagascar et aux Comores durant lequel douze professionnels de ces deux pays seront entraînés à devenir des formateurs en visualisation des données maritimes. Ces formateurs devront alors à leur tour transmettre leurs acquis à leurs collègues. On leur aura déjà transmis les outils nécessaires pour l'accomplissement de cette tâche ; notamment l'initiation à la pédagogie pour adultes et bien sûr le perfectionnement en visualisation des données d'intérêt maritime.

Maeva Andriamisaina (Stagiaire)

<http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2017/04/12/eu-crimario-surveillance-du-domaine-maritime-un-pool-de-formateurs-sur-pieds/>

Politics increasing illegal fishing on Lake Victoria

- April 12, 2017 Written by Baker Batte Lule

Delegates from Uganda, Kenya and Tanzania have decried what they called political interference in the management of water resources.

During the recent Lake Victoria Fisheries Organization (LVFO) conference in Kampala, which was funded by the European Union [EU] and SmartFish Programme, the delegates said such interferences have increased cases of illegal activities on the lake that is shared by the three East African countries.

“Our lake is not in good shape, yet there has been constant intervention. The problem has been made worse by political interference; we need to build resilience that resists this interference in order to have a sustainable Lake Victoria,” Susan Amendi, a delegate from Kenya, said.



In 2015, President Museveni suspended all operations of fisheries officers, beach management units and police, accusing them of engaging in corrupt practices.

“There has been an increase in illegalities. We need to rethink and look at the surveillance tools that we are using,” Patrick Kimani, the coordinator of SmartFish, said.

After assessing their national assets and means, participants adopted a regional plan of action. The joint plan of action consists of organizing at least 12 joint patrols, which involve the three countries, small boat licensing operations within the three countries and coordination meetings, by November 2017.

“Pooling of assets, information and knowledge between countries enables countries to share surveillance and control of fishing,” said Fanjanirina Jérôme, an official working with SmartFish.

Samson Abura, the Lake Victoria Fisheries Organisation communication director, said it was high time the three countries acted strongly against illegal fishing. He called for a database to track the trends.

The participants highlighted the misunderstanding between county governments and Kenya Fisheries Service, few number of vessels licensed in Uganda and Tanzania, and limited participation of beach management units, among others, as some of the issues that need urgent attention.

During the past few years, the three countries have tried to address illegal fishing on Lake Victoria. From January 2016 to January 2017, patrols resulted into the confiscation of 19,250 beach seines and 84,140kg of immature fish in Tanzania. More than 300 illegal gears were impounded in 2015/16 in Kenya while in Tanzania over 992 illegal fishing gears were surrendered voluntarily.

The IOC-SmartFish programme is the largest fisheries programme involving 20 countries in East and Southern Africa as well as the Indian Ocean region.

Based in Mauritius, the IOC-SmartFish is managed by the Indian Ocean Commission (IOC) and has implemented regional fisheries surveillance plans to promote sustainable development activities through several EU-funded projects.

<http://observer.ug/business/52256-politics-increasing-illegal-fishing-on-lake-victoria.html>



EAST AFRICA : Politics increasing illegal fishing on Lake Victoria

By Baker Batte Lule

Delegates from Uganda, Kenya and Tanzania have decried what they called political interference in the management of water resources.

During the recent Lake Victoria Fisheries Organization (LVFO) conference in Kampala, which was funded by the European Union [EU] and SmartFish Programme, the delegates said such interferences have increased cases of illegal activities on the lake that is shared by the three East African countries.

“Our lake is not in good shape, yet there has been constant intervention. The problem has been made worse by political interference; we need to build resilience that resists this interference in order to have a sustainable Lake Victoria,” Susan Amendi, a delegate from Kenya, said.

In 2015, President Museveni suspended all operations of fisheries officers, beach management units and police, accusing them of engaging in corrupt practices.

“There has been an increase in illegalities. We need to rethink and look at the surveillance tools that we are using,” Patrick Kimani, the coordinator of SmartFish, said.

After assessing their national assets and means, participants adopted a regional plan of action. The joint plan of action consists of organizing at least 12 joint patrols, which involve the three countries, small boat

licensing operations within the three countries and coordination meetings, by November 2017.

“Pooling of assets, information and knowledge between countries enables countries to share surveillance and control of fishing,” said Fanjanirina Jérôme, an official working with SmartFish.

Samson Abura, the Lake Victoria Fisheries Organisation communication director, said it was high time the three countries acted strongly against illegal fishing. He called for a database to track the trends.

The participants highlighted the misunderstanding between county governments and Kenya Fisheries Service, few number of vessels licensed in Uganda and Tanzania, and limited participation of beach management units, among others, as some of the issues that need urgent attention.

During the past few years, the three countries have tried to address illegal fishing on Lake Victoria. From January 2016 to January 2017, patrols resulted into the confiscation of 19,250 beach seines and 84,140kg of immature fish in Tanzania. More than 300 illegal gears were impounded in 2015/16 in Kenya while in Tanzania over 992 illegal fishing gears were surrendered voluntarily.

The IOC-SmartFish programme is the largest fisheries programme involving 20 countries in East and Southern Africa as well as the Indian Ocean region.

Based in Mauritius, the IOC-SmartFish is managed by the Indian Ocean Commission (IOC) and has implemented regional fisheries surveillance plans to promote sustainable development activities through several EU-funded projects.

<https://www.africanews.online/ouganda/east-africa-politics-increasing-illegal-fishing-on-lake-victoria/>

Sécurité régionale



Claudine Razaimamonjy : Vers une demande d'extradition

11 avril 2017



« L'évasion organisée » de la détenue pour reprendre la qualification retenue par le SMM, pose la question de la coopération judiciaire entre Madagascar et Maurice où elle a été évacuée hier.

Une évacuation « en catimini », selon le Procureur général de la Cour d'Appel qui a fait savoir que les deux Interdictions de Sortie du Territoire (IST) prises le 29 novembre 2016 et le 7 avril 2017 à l'encontre de la propriétaire de l'hôtel A&C à la demande du Bianco, n'ont pas encore fait l'objet de main levée. Une manière de dire qu'elle est sortie illégalement du territoire pour fuir dans l'île sœur.

Corruption. Est-ce à dire qu'elle a échappé définitivement à la justice malgache ? Lors du 3^e Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) en juillet 2005 à Madagascar, il a été décidé la mise en place d'une plateforme permettant de renforcer les échanges en matière de police judiciaire, de police administrative et de sécurité publique, de partager les expériences professionnelles et les savoir-faire, et de coordonner les actions des intervenants en matière de sécurité. Quoique la plateforme vise principalement à lutter contre le terrorisme et le crime organisé, la corruption est expressément citée en filigrane comme une des « menaces diffuses mais bien réelles » sur la sécurité. Et qui est au cœur de l'affaire Claudine Razaimamonjy.

Base juridique. Un recueil des instruments juridiques bilatéraux, régionaux et internationaux applicables en matière d'extradition et

d'entraide judiciaire entre les Etats membres de la COI a d'ailleurs été édité. C'est un outil commun pour faciliter le travail de la plateforme sécurité régionale et destiné à tous les praticiens de la région. Ledit recueil va leur permettre d'avoir la base juridique de la coopération judiciaire entre les Etats membres de la Commission de l'Océan Indien en général et dans le cas d'espèce, entre Madagascar et Maurice. On attend donc que la Justice malgache demande l'extradition de Claudine Razaimamonjy auprès des autorités mauriciennes qui ont récemment expulsé de leur territoire des femmes « gasy » soupçonnées d'être des prostituées parce qu'elles avaient sur elles, différentes monnaies étrangères (euros, yuan...). On est en droit de demander si les douanes et la police mauricienne ont vérifié la nature et le montant des devises sorties (peut-être sans autorisation) par la fugitive et sa suite car le séjour et les soins ne sont pas gratuits à Port Louis

R.O

<http://www.midi-madagasikara.mg/a-la-une/2017/04/11/claudine-razaimamonjy-vers-une-demande-dextradition/>

Tourisme

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

ARRIVÉES TOURISTIQUES : Une progression plus lente (+1,4%) notée le mois dernier

Au premier trimestre 2017, le nombre de visiteurs s'élevait à 339 682 (+3,6%)

11 APRIL, 2017



Les arrivées touristiques pour le mois dernier se sont élevées à 110 27,1 comparativement à 108 704 pour le mois correspondant de 2015, soit une hausse de 1,4%. Ce taux de progression est inférieur à ceux enregistrés pour février (+4,3%) et janvier 2017 (+5%). Le dernier relevé mensuel publié hier par Statistics Mauritius indique que notre premier marché touristique, en l'occurrence la France, a affiché un taux positif (+7,6%) avec un total de 24 070 visiteurs pour le mois de mars 2017. Cette performance ainsi que celle de l'Allemagne (+ 13,7% à 10 865) ont dans une bonne mesure permis au grand marché qu'est l'Europe de réaliser une croissance de 2% pour le mois avec 66 340 visiteurs. Les performances en repli du Royaume-Uni (-6,9% à 10 987), de la Suisse (-17,4% à 2 823) et de l'Italie (-4% à 2 432) ont été compensées. Par ailleurs, on observe que les petits marchés – tels la Belgique, l'Espagne, la Finlande et la Turquie – ont fléchi. Deuxième marché en nombre, La Réunion a terminé le mois écoulé avec

un taux de croissance de 8,5%, le nombre de touristes de l'île sœur se chiffrait à 14 028. En revanche, l'autre marché régional en importance, l'Afrique du Sud, a accusé une baisse de 23,3% avec 7 456 visiteurs, ce qui a été également le cas pour Madagascar (-21,8% à 806). Le léger affaiblissement des marchés chinois et indien est aussi à signaler. Le nombre de touristes venant de Chine s'est élevé à 5 122 en mars 2017, contre 5 262 pour le mois correspondant de 2016. Quelque 5 122 touristes indiens sont recensés en mars 2017, contre 5 365 pour le même mois de l'année dernière. Par contre, une forte hausse de 284,7% du nombre de touristes de Malaisie (627) a été enregistrée le mois dernier. Pour ce qui est de l'Océanie, Statistics Mauritius fait état d'une croissance zéro avec un total de 1 232 touristes alors que du côté du continent américain (2 000 arrivées), un bond de 45,5% a été noté. Le bilan des arrivées pour le premier trimestre 2017 montre une progression de 3,6%, le pays ayant accueilli 339 682 visiteurs. Le marché français arrive largement en tête avec 80 119 touristes mais sa progression n'a été que de 0,5%. De La Réunion sont arrivés 41 646 touristes, soit une hausse de 3,3% comparativement au trimestre correspondant de 2016. Malgré son recul de mars 2017, le marché britannique a terminé le trimestre avec un total de 28 913 touristes (+3,8%). L'Allemagne a consolidé sa quatrième place avec 28 001 arrivées (+11,7%), précédant la Chine (21 799, +0,3%), l'Afrique du Sud (18 732, -16,4%), l'Inde (17 249, -1,3%), l'Italie (9 203, +5%) , la Suisse (8 884, +2,8%) et la Suède (8 174, +6,4%). À noter que les quatre premiers marchés, à savoir la France, La Réunion, le Royaume-Uni et l'Allemagne représentaient 52,6% du total des arrivées touristiques pour le premier trimestre 2017.

<http://www.lemauricien.com/article/arrivees-touristiques-progression-plus-lente-14-notee-mois-dernier>

L'université de l'océan Indien émerge à nouveau

10.04.2017



Une mission de préfiguration d'une université de l'océan Indien est en cours. // © Kurt HENSELER/LAIF-REA

À la mi-mars 2017, le gouvernement a confié à deux connaisseurs de la zone une mission de préfiguration d'une université de l'océan Indien. Cette structure fédérale, qui figurait parmi les promesses de campagne du président Hollande, devrait répondre aux besoins de formation de la région.

Développement économique, stabilité politique, amélioration des communications et internationalisation de l'enseignement supérieur... Tous les signaux semblent au vert, aujourd'hui, pour permettre la création d'une université francophone de l'océan Indien. Le projet, qui figurait parmi les promesses de campagne du candidat Hollande, en 2012, a été officiellement lancé à la fin de son quinquennat.

Ericka Bareigts, ministre des Outre-Mer, et Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur, ont confié, le 16 mars 2017, à **Jean-Pierre Chabriat, doyen de l'UFR de sciences et technologies à l'université de La Réunion, et Luc Hallade, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'océan Indien**, le soin de rédiger la feuille de route du projet, en concertation avec toutes les parties prenantes.

La future université **associera l'université de La Réunion et le centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte.** Et elle

pourrait s'étendre plus largement à des pays comme **les Seychelles, Madagascar, le Mozambique, l'Inde, la Tanzanie, le Kenya, l'Afrique du Sud...**

Élu en septembre 2016 à la tête de l'université de La Réunion, [Frédéric Miranville](#) a également fait de la création de cette structure fédérative un [axe de développement de l'université](#). "Il est important de trouver un modèle d'organisation qui permette de **donner davantage de visibilité à l'océan Indien. La région a de gros besoins en matière d'enseignement supérieur et de recherche**, et on peut ici travailler avec nos voisins dans une réelle démarche de coopération internationale", assure le nouveau président.

UN PROJET ANCIEN

L'idée d'une université de l'océan Indien ne date pas d'hier. "**Un premier projet avait émergé en 1989 au niveau de la COI** [Commission de l'océan Indien, une organisation intergouvernementale réunissant l'Union des Comores, la France/Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles], **mais le contexte était beaucoup moins favorable qu'aujourd'hui**", se souvient Jean-Pierre Chabriat.

Les établissements d'enseignement supérieur régionaux étaient alors relativement "jeunes" – l'université de La Réunion est née en 1982 –, explique le doyen de l'UFR de sciences et technologies. Depuis, l'université a gagné en maturité, et dans toute la région l'offre de formation s'est accrue : "Il y a quelques années, le gouvernement français donnait des bourses aux élèves mauriciens pour effectuer des premiers cycles en France. **Aujourd'hui, le niveau licence/bachelor s'est développé à Maurice et de plus en plus aux [Seychelles](#)**", ajoute le chargé de mission.

Plusieurs établissements d'enseignement supérieur français (Centrale Nantes, Essec, université Paris 2-Assas, Vatel...) ont récemment pris leurs quartiers dans [l'"Education Village", déployé sur l'île Maurice, voisine](#), qui se rêve en nouveau hub de l'enseignement supérieur.

Le contexte économique et géopolitique de ces pays, ainsi que de leurs voisins africains, s'est aussi grandement amélioré. Le Mozambique a, par exemple, enregistré en 2015 une croissance supérieure à 6 %.

Enfin, le développement des liaisons portuaires ou aériennes, et la généralisation de la fibre optique ont révolutionné les communications. **Autant d'ingrédients qui font aujourd'hui de la région une zone prometteuse.**

VERS UNE OFFRE DE FORMATION COMMUNE

Or les formations d'enseignement supérieur restent trop peu nombreuses, et les synergies entre celles-ci insuffisantes. "Les entreprises d'informatique de La Réunion vont investir en Afrique du Sud et au Mozambique. **Leurs cadres ont besoin de comprendre la dynamique de la zone. Or, aujourd'hui les jeunes Réunionnais ne connaissent pas ces pays !**", constate Jean-Pierre Chabriat.

L'objectif de l'université serait justement de développer une offre de formation commune, "en particulier des **deuxièmes et troisièmes cycles, qui s'appuieraient sur les atouts des uns et des autres, avec une forte attractivité internationale**", esquisse Frédéric Miranville, qui tient à renforcer le positionnement de son université face au nouveau hub mauricien.

La santé publique, les énergies renouvelables, la préservation de la biodiversité ou encore le tourisme constituent quelques-uns des grands défis de ces vingt prochaines années pour la région, et de possibles thématiques de coopération universitaire.

Les nouvelles synergies porteront aussi sur la recherche, à travers des échanges d'enseignants ou des laboratoires communs. Voire, pourquoi pas, "une école doctorale qui pourrait être multidisciplinaire...", suggère le président de l'université de La Réunion.

Cette initiative doit permettre de **renforcer la visibilité internationale de l'université de La Réunion, celle du centre universitaire de Mayotte, et plus largement celle de leurs partenaires, en favorisant la venue de profils de haut niveau** (étudiants ou enseignants-chercheurs).

PREMIÈRES CONCLUSIONS POUR LA FIN AVRIL

Difficile de dire quelle forme prendrait ce nouvel ensemble. "L'ancienne université de l'océan Indien était une association. **On peut imaginer une sorte de Comue internationale**, qu'on pourrait ensuite, par exemple, tenter de faire labelliser par l'Unesco. Il y a plusieurs pistes à creuser...", confie Jean-Pierre Chabriat.

Les premières conclusions sont attendues pour la fin du mois. En espérant qu'elles ne se perdront pas dans le déménagement des équipes ministérielles...

<http://www.letudiant.fr/educpros/actualite/universite-de-l-ocean-indien.html>



[Madagascar](#)

L'Université de l'océan Indien refera surface

11/04/2017



Le projet de l'université de l'océan Indien, une des promesses durant la campagne présidentielle du président français François Hollande, pourrait se réaliser d'ici la fin du mois d'avril. C'est du moins ce que relate le site français « l'étudiant.fr ». Ce projet ne date pas d'hier, car initialement, ce projet a déjà été élaboré depuis 1989, depuis l'émergence de la commission de l'océan Indien (COI).

Dans un premier temps, le projet ne touchera que l'université de La Réunion et de Mayotte. Toutefois, à terme, il concernera aussi les autres pays comme Madagascar, les Seychelles, le Mozambique, L'Inde, la Tanzanie, l'Afrique du Sud et même le Kenya.

Jean Pierre Chabriat, doyen de l'UFR de Sciences et technologies à l'Université de La Réunion, souligne alors « qu'un premier projet avait émergé en 1989 au niveau de la Commission de l'océan Indien qui n'est autre qu'une organisation intergouvernementale réunissant l'Union des Comores, la France (par le biais de La Réunion et de Mayotte), de Madagascar, de Maurice et des Seychelles, mais le contexte était beaucoup moins favorable qu'aujourd'hui. »

Cette situation qui n'était pas favorable à sa réalisation était due au fait que les universités régionales étaient relativement jeunes (l'université de la Réunion n'étant fondée qu'en 1982 et ne permettait pas encore aux étudiants d'avoir les enseignements nécessaires continuer leurs études sur place). D'ailleurs, pas plus tard qu'il y a quelques années, le gouvernement français octroyait encore des bourses d'études aux étudiants qui voulaient effectuer leur premier cycle en France. De même pour l'île Maurice et les Seychelles. Toutefois, depuis peu, le niveau du

diplôme de bachelor, équivalent aux licences, de ces deux pays s'est nettement développé. Ce qui faciliterait la mise en place du projet en soi. Frédéric Miranville, élu la tête de l'université de la Réunion depuis septembre 2016 a fait savoir que l'objectif de cette université serait surtout de développer une offre de formation commune, essentiellement au niveau du deuxième et du troisième cycle. Le but est de s'acquérir les atouts des uns et des autres ainsi que de mettre en place une attractivité internationale.

Plusieurs filières et facultés pourraient être développées au niveau de ce projet commun, notamment la santé publique, les énergies renouvelables, la préservation de la biodiversité, le tourisme et bien d'autres encore...

Pierre Chabriot de terminer que les premières conclusions sur ce projet devraient être palpables à partir de la fin de ce mois d'avril. En tout cas, force est de souligner que si le projet de l'ancienne université de l'océan Indien était fondé sur une sorte d'association des universités existantes dans la zone, cette fois-ci, ce sera bien différent et se présentera sous forme de communauté d'universités et d'établissement (Comue) qui pourrait ultérieurement être labellisé par l'UNESCO.

Faly R.

<http://www.orange.mg/actualite/luniversite-locean-indien-refera-surface>

Environnement



L'île du Nord des Seychelles reçoit le prix National Geographic pour la protection de la nature

April 12, 2017



Une des plage de L'île du Nord (Gerard Larose, STB)

([Seychelles News Agency](#)) - L'île du Nord des Seychelles a remporté l'un des cinq **Prix National Geographic du Patrimoine Mondial** comme meilleure destination touristique pour la préservation et la restauration de l'habitat naturel.

Le prix a également récompensé l'île du Nord pour sa protection des espèces rares et en voie de disparition.

Le prix est un partenariat entre National Geographic et **ITB Berlin**, le plus grand salon du tourisme au monde, qui récompense les organisations, les entreprises et les destinations leaders dans le but de promouvoir le tourisme durable à travers le monde.

C'est le projet Arche de Noé qui a remporté la catégorie eco-resort de luxe dans la catégorie «Conserver le monde naturel». Destiné à restaurer la

splendeur originale de l'île du Nord, le projet a réussi à réintroduire dans l'écosystème de nombreuses espèces indigènes telles que le Sunbird des Seychelles et **l'Oiseau-lunettes des Seychelles** en voie de disparition.

«Nous sommes ravis d'avoir reçu ce soutien important de National Geographic et ITB. Cela nous motive à continuer d'offrir un écotourisme haut de gamme à la fois authentique et durable en même temps», a déclaré Bruce Simpson, directeur général de l'île du Nord, dans un communiqué de presse.

Simpson a ajouté que, bien qu'il y ait eu de nombreux succès en matière de conservation sur l'île, «il reste beaucoup de travail à faire et nous restons profondément engagés à faire avancer notre programme Arche de Noé de réhabilitation de l'île».

Les biologistes qui mènent le programme surveillent tous les angles de l'écologie de l'île, ce qui contribue à une meilleure compréhension globale des tendances migratoires, des températures de la mer et des impacts du changement climatique.

Plus de 100 candidatures ont été envoyées pour ces prix de voyage et les concurrents de l'île du Nord pour la catégorie était Mark Thornton Safaris de Tanzanie et Misool, en Indonésie. Les gagnants ont été désignés le mois dernier lors d'une cérémonie au Palais am Funkturm à Berlin. La cérémonie coïncidait avec **l'Année Internationale des Nations Unies pour le Développement Durable du Tourisme 2017**.

Les trois finalistes des cinq catégories ont fait l'objet d'une inspection rigoureuse sur place.

Les autres récompenses étaient pour «Les changeurs de terre», «L'esprit des lieux», «Engager les communautés» et «Leadership de destination».

À la fin du mois dernier, l'île du Nord a également été mentionnée dans un article de CNN «Les hôtels les plus beaux de l'île du monde».

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7102/L%27le+du+Nord+des+Seychelles+reoit+le+prix+National+Geographic+pour+la+protection+de+la+nature#sthash.wyiMyHTi.dpuf>

Energies renouvelables

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÉS

Nouveau record en 2016 pour les énergies renouvelables

La baisse des coûts favorise les investissements

Témoignages.re / 8 avril 2017

Le coût des technologies propres ne cessant de diminuer, le monde a atteint en 2016 des niveaux record en termes de capacité de production électrique par les énergies renouvelables, pour un niveau d'investissement 23% plus bas que celui de l'année précédente, d'après un rapport publié jeudi par l'ONU.



Ce rapport intitulé « Tendances Mondiales des investissements dans les énergies renouvelables » montre que les énergies éolienne, solaire, biomasse, à partir de déchets, géothermique, et hydroélectrique ont ajouté 138 gigawatts (GW) à la capacité globale de production d'énergie en 2016, une augmentation de 9% par rapport aux 127,5 GW créés l'année précédente.

Le rapport a été réalisé par le Centre de Collaboration Frankfurt School - PNU pour le climat et le financement de l'énergie durable (BNEF), qui est une coopération stratégique entre la Frankfurt School et l'agence onusienne ONU Environnement.

Selon le rapport, l'investissement dans les énergies renouvelables a représenté environ le double de celui réalisé dans les énergies fossiles ; la nouvelle capacité de production ajoutée par les énergies renouvelables correspondante était égale à 55% de l'ensemble des nouvelles capacités, le rapport le plus élevé à ce jour. La proportion d'électricité issue des renouvelables, hors hydroélectricité à forte puissance, est passée de 10,3% à 11,3%, permettant d'éviter l'émission de 1,7 gigatonne de CO₂.

L'investissement total a été de 241,6 milliards de dollars (hors hydroélectricité à forte puissance), niveau le plus bas depuis 2013. Ceci est en grande partie lié à la baisse des coûts : l'investissement moyen en dollars par MW pour le photovoltaïque solaire et l'éolien a chuté de plus de 10%.

« Les technologies propres toujours moins chères offrent une réelle opportunité pour les investisseurs », a déclaré le Directeur exécutif de l'ONU Environnement Erik Solheim. « C'est exactement ce genre de situation, où se rejoignent les besoins des personnes et l'exigence de profits, qui mènera la transition vers un monde meilleur pour tous ».

Les nouveaux investissements dans le solaire ont totalisé 113,7 milliards de dollars, en baisse de 34% par rapport au record atteint en 2015. Les ajouts de capacité solaire ont cependant augmenté pour atteindre un niveau record de 75 GW. Le secteur éolien a représenté quant à lui 112,5 milliards de dollars d'investissement dans le monde, soit une baisse de 9% ; les nouvelles capacités dans le secteur de l'éolien sont tombées à 54 GW, à comparer au record de l'année précédente de 63 GW.

« L'appétit des investisseurs qui rachètent les fermes éoliennes et solaires existantes est un signal fort donné au monde de passer aux énergies renouvelables », a déclaré Prof. Dr. Udo Steffens, Président de la Frankfurt School, commentant l'activité record dans domaine des acquisitions dans le secteur de l'énergie propre, qui ont crû de 17% à 110,3 milliards de dollars.

Investissement en hausse en Europe

Bien qu'une grande partie de la baisse des financements soit due à une réduction des coûts technologiques, le rapport évoque un ralentissement en Chine, au Japon et sur certains marchés émergents, pour un ensemble de raisons.

L'investissement dans les énergies renouvelables dans les pays en développement a diminué de 30% en 2016 à 117 milliards de dollars, tandis qu'il baissait de 14% à 125 milliards de dollars dans les pays développés. La Chine a vu ses investissements reculer de 32% à 78,3 milliards de dollars, rompant avec une tendance haussière depuis 11 ans.

Le Mexique, le Chili, l'Uruguay, l'Afrique du Sud et le Maroc ont tous vu une baisse de 60% ou plus de leurs investissements en raison d'une demande moins élevée que prévu en électricité ainsi que des retards dans les programmes d'enchères et les financements. La Jordanie a été l'un des rares nouveaux marchés à renverser la tendance, avec des investissements en augmentation de 148% à 1,2 milliard de dollars.

Les États-Unis ont vu les engagements financiers chuter de 10% à 46,4 milliards de dollars, les développeurs prenant leur temps pour construire les projets afin de bénéficier de la prolongation de 5 ans du système de crédit d'impôt. Le Japon a chuté de 56% à 14,4 milliards de dollars.

Les récents chiffres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) citaient le passage aux renouvelables comme l'une des principales raisons de la stagnation des émissions de gaz à effet de serre en 2016, pour la troisième année consécutive, alors que la production dans l'économie mondiale augmentait de 3,1%.

L'investissement n'est pas en berne partout. L'Europe a connu une augmentation des investissements de 3% à 59,8 milliards de dollars, avec en tête le Royaume-Uni (24 milliards de dollars) et l'Allemagne (13,2 milliards de dollars).

<http://www.temoignages.re/economie/nouveau-record-en-2016-pour-les-energies-renouvelables,89253>